



NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Distr.: LIMITEE

ECA/TNG/SRDC/NLTPS/SEM/99/4

Original: FRANÇAIS

31954

Centre de Développement Sous-Régional pour  
l'Afrique du Nord (CDSR)

**Séminaire sous-régional sur  
Les études prospectives à long terme**

**Tanger, Maroc, 5 – 7 octobre 1999**

---

**Rapport de l'Algérie**

**Communication sur les modalités d'analyse  
du long terme**

---

Avant d'aborder les modalités pratiques du thème qui nous réunit , il est important d'apporter une première précision en disant que l'Algérie ne présentera pas de rapport national sur des perspectives récentes ou actuelles du développement à long terme. Ceci dit, la présente communication a pour objectif principal de décrire les caractéristiques principales des travaux de long terme , effectués par les institutions chargées de la conduite et de la gestion de l'économie en Algérie.

C'est pourquoi , il est dès à présent nécessaire de dire que cette description ne portera pas sur l'évolution du système de planification , et encore moins sur les techniques et méthodes utilisées et ne concernera que les aspects macro-économiques .

Ces précisions apportées , l'exposé sera articulé autour des éléments suivants, qui consisteront à considérer que les travaux de long terme sont intimement liés à l'évolution socio-économique et institutionnelle . Ceci conduira à aborder deux grandes périodes :

- La première période couvrant une phase d'économie centralement dirigée et à planification centralisée.

- La seconde période peut être qualifiée de phase de rupture avec le système d'économie dirigée et de passage à l'économie de marché.

Le dernier point qui sera abordé consistera en l'examen des évolutions récentes en terme de système de planification , et une référence sera faite à la place qu'occupent les phénomènes de libéralisation des échanges dans la perception du long terme

## **I - La période de planification centralisée**

Cette période a débuté dans le milieu des années soixante , et ne s'est achevée que vers la fin des années 1980. Au plan économique et social , la situation du milieu des années soixante était caractéristique d'une économie sous-développée :Pauvreté, faiblesse des revenus, analphabétisme , sous - emploi.

L'ensemble de ces caractéristiques fondent en quelque sorte la démarche de long terme . En effet , la résolution de ces différents problèmes , qui sont par essence des problèmes de long terme, imposaient des analyses de long terme permettant de définir les stratégies et moyens de résorber des déséquilibres ou d'atteindre des objectifs.

C'est ainsi que le système économique mis en place, caractérisé par un interventionnisme important de l'État avait pour objectif d'aboutir à long terme, à satisfaire la demande sociale ou les besoins sociaux, mais également d'aboutir à une transformation radicale des structures économiques et sociales.

Ces différentes modalités, se sont mises en place via un système de planification de type centralisé, fonctionnant pour l'essentiel sur la base d'objectifs physiques.

Dans ce système, le long terme avait pour principal vocation de définir des objectifs physiques relatifs à la satisfaction de la demande sociale d'une part et d'encadrer une démarche de moyen terme qui se matérialisait par l'élaboration de plans de moyen terme qui définissaient le cheminement et le rythme auquel devait s'effectuer la réalisation des objectifs de long terme, et éventuellement apporter les correctifs éventuels pour aboutir à ces objectifs.

L'un des moyens privilégié retenu pour aboutir à ces objectifs, a été la mise en place d'un programme important d'industrialisation qui avait pour ambition d'assurer la satisfaction du marché intérieur d'une part, mais aussi de garantir d'autre part, l'emploi et le revenu, en ce sens que le sous-emploi ne pouvait être résolu à l'époque que par une politique d'industrialisation, qui de surcroît, assurait un développement économique aut centré et indépendant.

Les stratégies mises en place ont conduit à une économie fortement dirigée et administrée, sans quasiment aucune référence au marché. L'administration des prix (et en premier lieu du taux de change) a masqué les raretés, en provoquant une sur-utilisation des facteurs rares. Les insuffisances et même les blocages dans l'offre de produits, ont engendré une économie de pénurie et les modes de gestion extrêmement centralisés n'ont pu être soutenable à long terme.

D'autre part, et c'est l'une des caractéristiques principales du système économique et des visions de long terme, les problèmes de financement et de coûts des différents dispositifs mis en place n'intervenaient qu'à la marge et étaient fondés sur un endettement important favorisé par une expansion des ressources tirés des hydrocarbures à la faveur de conjonctures favorables sur les marchés pétroliers.

## II- La période de transition

Les profonds déséquilibres révélés lors du premier choc pétrolier de 1986 étaient annonciateurs d'une rupture avec l'ancien système de conduite de l'économie, qui ne s'est pratiquement réalisée qu'en 1994. Cette rupture, à bien évidemment conduit à redéfinir les appréciations du long terme d'une manière tout à fait différente.

En effet, la situation économique post choc pétrolier, malgré les diverses tentatives effectués<sup>1</sup> pour d'une part atténuer les effets et tenter de rénover le système, demeurait caractérisée par de profonds déséquilibres, qui s'exprimaient à travers les éléments suivants.

- Système de prix réglementés associé à un système généralisé de subventions
- taux de change sur évalué
- taux d'intérêt réel négatif
- déficit budgétaire
- Accroissement de la dette extérieure et profil de balance des paiements non viable
- Ratio du service de la dette élevé
- Ralentissement de la croissance économique et problèmes de sous-emploi.

Ces profonds déséquilibres ont conduit vers la fin de l'année 1993 à la mise en place d'un programme d'ajustement structurel soutenu par le Fonds Monétaire International associé à un rééchelonnement de la dette extérieure.

Ces évolutions marquent une profonde rupture avec les approches centralisées et dirigistes de l'économie. Ces transformations se caractérisent par des changements institutionnels importants s'exprimant par le désengagement de l'Etat des activités de production de biens et services et l'adoption de politiques économiques extrêmement rigoureuses de lutte contre l'inflation et de rétablissement des équilibres macro-économiques et d'ajustement des structures économiques.

De ce fait, la démarche adoptée consistait à effectuer un cadrage macro-économique de moyen terme permettant une conduite maîtrisée des réformes et ajustements à réaliser. Les perspectives de long terme ont été rapidement rendues caduques et bien plus l'annualisation des plans de

---

<sup>1</sup> La loi 88-02 qui fait partie du train de lois qui ont lancé l'autonomie des entreprises et la transition vers l'économie de marché a défini le système de planification avec une place privilégiée réservée aux perspectives à long terme. Celles ont d'ailleurs fait l'objet d'une actualisation en 1989 et ont porté sur l'horizon 2000.

développement tout maintenant un cadre macro-économique glissant s'était imposée face notamment à l'ampleur des contraintes notamment financières.

Avec la fin du programme d'ajustement structurel et les résultats significatifs enregistrés au plan macro-économique, la nécessité de relancer la croissance impose une vision à long terme du développement économique et social.

Ces visions de long terme devront être conduites dans des schémas où l'Etat n'intervient que pour la mise en place d'incitations et les éléments de sa politique sociale et d'investissement ( infrastructure, enseignement, santé...). Cette situation nouvelle, où le marché joue un rôle prépondérant a bien entendu conduit à des nouvelles approches du long terme. Cependant, et à l'instar de la période précédente, l'objectif central à long terme demeure l'amélioration du bien-être à travers des politiques de croissance menées dans un cadre de viabilité à long terme de la balance des paiements, d'équilibre budgétaire et de stabilité macro-économique ( prix, taux de change, taux d'intérêt)

### **III - Les méthodes d'élaboration des exercices de long terme: les caractéristiques récentes**

Les méthodes d'élaboration des perspectives de long terme de l'économie Algérienne ne sont pas totalement formalisées et sont fondées sur des approches quasi-comptables.

Cependant ces méthodes, s'insèrent dans une vision rénovée de la planification qui passe d'une conception fortement dirigiste et centralisée à une planification de type indicatif. C'est ainsi que les éclairages de long terme sont/seront consignés dans des documents officiels d'orientation qui seront élaborés dans un cadre de consultation et de concertation. Ces documents constitueront des moments de planification, puisqu'ils permettront d'encadrer une planification de moyen terme.

Les mécanismes d'élaboration des perspectives de long terme n'ont pas pour ambition de prédire l'avenir, mais uniquement d'offrir un cadre cohérent permettant d'étudier des profils de croissance à long terme tenant compte des contraintes lourdes, démographiques, financières et économiques. En ce sens et en termes de méthodes les objectifs de long terme retenus sont associées à la nécessité de conserver un cadre macro-économique stable, et donc un système de prix stable ( taux de change, taux d'intérêt, inflation),

ne pénalisant ni les consommateurs , ni l'investissement, un profil de balance des paiements soutenable et viable , des finances publiques équilibrées et une expansion monétaire non inflationniste.

Pour finir , il est nécessaire de montrer que les nouvelles visions du long terme sont également fondées sur la prise en compte des évolutions probables de l'environnement international, même s'il est encore difficile d'analyser et de comprendre les aspects liées à la mondialisation ou du moins à une ouverture plus importante des marchés. A ce titre, des travaux importants sont menés pour l'analyse des impacts ou répercussions de moyen terme de l'intégration plus grande de l'économie Algérienne au marché mondial à travers notamment des accords de libre échange ( Union du Maghreb , Union Européenne) et le processus d'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce. Ces travaux concernent notamment l'ensemble des transformations institutionnelles nécessaires, mais aussi l'impact sur l'activité économique et notamment les activités de production de biens et services d'une perspective d'ouverture plus importante au marché mondial ( compétitivité, avantage comparatif, spécialisation )...

En guise de conclusion , il est nécessaire de préciser que la nécessité d'imprimer , de profondes transformations au système économique et sur une période relativement courte , a masqué les approches de long terme. Cependant , ceci ne signifie pas pour autant que les préoccupations de long terme sont absentes , elles sont seulement centrées sur les aspects qui à l'évidence paraissent les plus importants et conditionnent l'évolution économique et sociale future. Il s'agit bien évidemment des perspectives en termes de production et d'exportation d'hydrocarbures, du profil de la balance des paiement à long terme étant entendu que la dette représente un aspect important et décisif de l'évolution future de l'économie. Globalement les efforts d'élaboration de perspectives de long terme ont pour l'essentiel porté sur des variables ou paramètres extérieurs ou exogènes .